

DROITS DE LA FEMME

Les Tunisiennes se mobilisent contre un projet d'article

La fête de la femme tunisienne, célébrée le 13 août, se déroulera, cette année, dans une atmosphère tendue.

De nombreuses associations ont appelé à des marches pacifiques, prévues pour la journée de demain aux avenues Habib Bourguiba et Mohamed V à Tunis. Elles dénonceront un projet d'article de la future Constitution du pays.

Le nouveau texte stipule que «l'État assure la protection des droits de la femme sous le principe de complémentarité avec l'homme au sein de la famille en tant qu'associée de l'homme».

Selon différentes organisations, cet article «consacre la "complémentarité" de la femme avec

l'homme et non son égalité». Survenant à la veille du 56^e anniversaire du code du statut personnel (CSP), le projet d'article, estiment-elles encore, remet en question le principe d'égalité.

Même si le texte n'a pas encore été adopté, les associations tunisiennes sont mobilisées et appellent les citoyens à être nombreux aux manifestations du jour de la fête de la femme en Tunisie.

Selon elles, l'adoption de cet article, le 1^{er} août dernier, par la commission droits et libertés — une des consultatives de l'Assemblée nationale



constituante (ANC), chargées de rédiger les différents articles de la Constitution — constitue déjà «une régression

sociale dangereuse». Représentée par le Comité national de la femme travailleuse, l'Union générale tunisienne du travail

(UGTT) réaffirme son «attachement à tous les acquis sociaux dont en premier lieu, le code du statut personnel et l'ins-

cription des droits de la femme dans le texte de la nouvelle Constitution». L'action est également soutenue par la Ligue des droits de l'homme.

Activant sur les réseaux sociaux, les associations féministes s'inquiètent : «La crainte d'une islamisation de la société n'est pas écartée.» Elles exigent ainsi le retrait de ce projet d'article de la nouvelle Constitution.

Promulgué le 13 août 1956 par l'ancien président Habib Bourguiba, le code du statut personnel a été une révolution pour les femmes tunisiennes. Il consacre l'égalité entre l'homme et la femme et interdit la polygamie.

Rym Nasri

ÉGYPTTE

Le Caire demande au Hamas des informations sur trois activistes

L'Égypte a demandé au Hamas, qui contrôle la bande de Ghaza, des informations sur trois membres d'un groupe islamiste soupçonnés d'être impliqués dans l'attaque ayant tué 16 gardes-frontières égyptiens dimanche dernier, a indiqué samedi un responsable de la sécurité.

Ce responsable a précisé sous le couvert de l'anonymat que les autorités égyptiennes avaient reçu une liste de neuf suspects de la part d'Israël et avaient demandé au mouvement islamiste palestinien des informations sur trois d'entre eux.

Les trois hommes sont soupçonnés d'être affiliés à l'Armée de l'Islam, un petit groupe islamiste radical que l'Égypte a rendu responsable de plusieurs attaques ces dernières années.

L'armée égyptienne a renforcé sa présence dans le Sinaï en envoyant des chars et des hélicoptères dans la péninsule, après l'attaque meurtrière contre un poste à la frontière avec Israël, tout près de la bande de Ghaza.

L'armée a affirmé que les assaillants avaient été appuyés au moment de l'assaut par des tirs de mortier en provenance du territoire palestinien, mais des résidents ont dit à l'AFP avoir seulement entendu des coups de feu.

Les assaillants ont pénétré, avec un blindé, en Israël, où ils ont été tués par l'armée israélienne.

L'armée et les médias officiels égyptiens ont dit mercredi que 20 activistes avaient été tués dans des frappes égyptiennes, les premières depuis que l'Égypte a récupéré le Sinaï aux termes de l'accord de paix avec Israël de 1979. Mais les résidents de villages alentour ont dit n'avoir entendu parler d'aucun décès.

SYRIE

Combats à Alep et Damas

Les combats faisaient rage samedi à Alep (nord) où les rebelles ont affirmé avoir repris des positions à l'armée régulière dans le quartier emblématique de Salaheddine.

Dans le même temps, de violents accrochages entre soldats et rebelles avaient lieu dans le quartier Tadamoun à Damas et des tirs et des explosions étaient entendus dans d'autres secteurs de la capitale syrienne, ont indiqué une ONG et des militants.

«L'Armée syrienne libre (ASL, rebelles) a réussi à reprendre quelques positions stratégiques» dans le principal bastion rebelle de Salaheddine, a déclaré Abdel Qader Saleh, un commandant de l'ASL, formée de déserteurs et de civils ayant pris les

armes. «Les combats sont violents et ne se sont pas arrêtés depuis 24 heures. Plusieurs secteurs d'Alep sont soumis à un pilonnage», a ajouté ce chef des opérations du bataillon «Tawhid» dans la région d'Alep.

Les rebelles avaient dit avoir opéré un repli «tactique» de Salaheddine face à l'avancée des troupes régulières, alors que les autorités avaient annoncé la reprise totale du quartier.

Selon l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH), l'armée semblait pré-

parer une «vaste opération» contre le quartier d'al-Soukkari (sud), un autre bastion des rebelles à Alep, soumis samedi matin à un pilonnage intense.

A Damas, les combats se déroulaient à Tadamoun (sud), quartier dont l'armée avait annoncé la reprise le 4 août, ont précisé l'OSDH et les Comités locaux de coordination (LCC), un réseau de militants sur le terrain.

Des tirs et des explosions étaient en outre entendus dans le quartier de Qaboun, a précisé l'OSDH.

Des militants ont fait aussi état de tirs d'armes automatiques dans le quartier de Joubéir (est de Damas) où

des roquettes sont tombées.

L'armée syrienne a annoncé début août avoir repris le contrôle entier de la capitale après des violents combats avec l'ASL.

Dans la province de Damas, l'armée a pilonné Deir al-Assafir où trois personnes ont été tuées, de même que les localités de Harasta et d'Al-Tal où des civils ont commencé à fuir, selon l'OSDH qui a fait également état de la mort de deux personnes dans la chute d'une roquette à Al-Ghouta.

Ces violences interviennent au lendemain d'une nouvelle journée sanglante en Syrie durant laquelle au moins 187 personnes ont été tuées.

ESPAGNE

Madrid diffuse une vidéo saisie chez l'un des islamistes arrêtés

Le ministère de l'Intérieur espagnol a diffusé hier samedi une vidéo saisie chez l'un des trois membres présumés d'Al-Qaïda arrêtés début août en Espagne, montrant un objet lâché d'un petit avion téléguédé, comme élément censé démontrer qu'ils préparaient un attentat.

Le ministre de l'Intérieur Jorge Fernandez Diaz avait annoncé le 2 août l'arrestation de trois islamistes qui projetaient un attentat en Espagne ou dans un autre pays d'Europe et la saisie d'une quantité d'explosifs pouvant

«détruire un bus». Selon les médias espagnols, l'attentat devait viser un centre commercial à Gibraltar pendant les Jeux olympiques de Londres qui se terminent le 12 août.

Sur la vidéo, présentée par le ministère comme saisie au domicile du suspect de nationalité turque, Cengiz Yalcin et comme «des essais réalisés avec un avion de modélisme et des explosifs», apparaît un petit avion de modélisme téléguédé qui décolle.

L'image est coupée puis on voit ensuite un objet qui chute et semble exploser au sol derrière une colline, suivi d'un homme que l'on voit courir de dos vers l'engin.

«C'est une vidéo montrant un exercice de modélisme et cela sous-entend que c'est l'avion qui devait être chargé avec l'explosif» pour commettre un attentat, a affirmé une porte-parole du ministère de l'Intérieur, interrogée par l'AFP.

«On soupçonne qu'ils allaient commettre un attentat avec ce type d'avion» téléguédé, a-t-elle ajouté, précisant que la vidéo avait été remise au juge chargé du dossier.

La vidéo est elle-même filmée lors de sa diffusion sur un ordinateur. On entend une voix qui commente en espagnol les images, en disant au début «comme ça, on ne voit rien» puis lors de la chute de

l'objet : «Il a un parachute, semble-t-il».

Interrogée sur ce point, la porte-parole du ministère n'était pas en mesure de préciser de qui émanaient ces commentaires.

Trois photos prises au domicile du suspect turc ont également été diffusées, montrant une trappe cachée sous un lit qui donne accès à une petite pièce vide dans l'appartement.

Les trois membres présumés d'Al-Qaïda ont été placés en détention. Cengiz Yalcin a été inculpé de «possession de substances explosives et d'engins à destination terroriste.»